

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 02/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOREGOM

Z.A.E. de la Confluence
47160 Damazan

Références : CD/CM/UbD24-47/2026-080
Code AIOT : 0005208685

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement SOREGOM implanté LD DOURNE ZAE LA CONFLUENCE 47160 Damazan. L'inspection a été annoncée le 23/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées et des suites d'une action relative à la gestion des déchets et à leurs transferts transfrontaliers.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOREGOM
- LD DOURNE ZAE LA CONFLUENCE 47160 Damazan

- Code AIOT : 0005208685
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOREGOM exploite à DAMAZAN une installation soumise à autorisation de collecte, regroupement, tri et traitement de pneumatiques usagés. L'entreprise regroupe des pneumatiques usagés issus de la collecte réalisée dans le cadre de la filière REP (responsabilité élargie du producteur) auprès de professionnels comme de particuliers. Le site dispose de deux broyeurs et d'une plateforme de stockage.

Les contrôles ont eu lieu sur l'ensemble de l'installation de Damazan. Le référentiel utilisé est l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre [de la rubrique] [...] 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 9
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mise en oeuvre de la procédure de sortie de statut de déchet	Code de l'environnement du 04/04/2021, article D.541-12-14	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
3	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
7	Ilottage	AP Complémentaire du 24/05/2019, article 3.5 et 3.6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sortie du statut de déchets (SSD)	Code de l'environnement du 04/04/2021, article D541-12-11	Sans objet
5	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
8	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
9	Petits îlots	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 2 et 9. I	Sans objet
10	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 10 mars 2026 donne lieu à 2 constats de non-conformité.

Concernant les suites données à la visite d'inspection réalisée en 2025 : l'exploitant n'est pas certifié au titre d'un système de gestion de la qualité. Un audit de certification est programmé pour le mois de septembre 2026 ; la justification de la réalisation dudit audit est à transmettre à l'inspection dans le courant du mois de septembre 2026.

Concernant la prévention du risque d'incendie : le site n'est pas doté d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un calendrier de mise en conformité dans un délai de 15 jours, la mise en service du système devant intervenir avant la fin du premier semestre 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sortie du statut de déchets (SSD)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/04/2021, article D541-12-11
Thème(s) : Risques chroniques, SSD déchets de pneumatiques
Prescription contrôlée : Les critères de sortie du statut de déchet incluent [...] un ensemble d'éléments. Ils peuvent également inclure un contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité. Ces critères sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement [...] Tout producteur ou détenteur de déchets entrant dans le champ d'application de l'arrêté mentionné à l'alinéa précédent peut mettre en œuvre la procédure de sortie de statut de déchets établie dans cet arrêté, s'il en respecte les dispositions.
Constats : L'exploitant a transmis dans le cadre du tri des pneumatiques usagés pour la sortie du Statut de Déchet :

- la procédure de tri ;
- la formation théorique et pratique pour le tri (guide) ;
- la consigne pour le triplage des pneus ;
- l'instruction de contrôle des jauges de profondeur de sculpture ;
- le modèle de contrat de vente ;
- la conditions de vente ;
- le modèle de bon de commande.

Ces documents répondent à l'arrêté ministériel du 11/12/2018 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les objets et produits chimiques ayant fait l'objet d'une préparation en vue de la réutilisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en oeuvre de la procédure de sortie de statut de déchet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/04/2021, article D.541-12-14

Thème(s) : Risques chroniques, définition du système de gestion de la qualité (SGQ)

Prescription contrôlée :

I. - Le producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet applique un système de gestion de la qualité permettant de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité, et, le cas échéant, d'accréditation défini par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

II. - Le ministre chargé de l'environnement peut fixer par arrêté des critères de contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité, pour la sortie du statut de déchet (...)

Le contrôle est déclenché par le producteur ou du détenteur de déchet qui réalise une sortie du statut de déchet et est réalisé à ses frais.

Constats :

L'exploitant est en cours de certification NF EN ISO 9001. L'audit de certification est programmé les 1, 2 et 3 septembre 2026. Le contrat pour l'obtention de la certification a été signé le 11 février 2026 selon le devis 2512130247 du 13 janvier 2026.

Jusqu'à obtention d'une certification au titre d'un système de gestion de la qualité, l'exploitant est en situation de non-conformité à l'article D541-12-14 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira à l'inspection le rapport d'audit puis sa certification dès réception. La justification de la réalisation de l'audit est transmis au plus tard au 15 septembre 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 5 mois

N° 3 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires.</p> <p>Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.</p> <p>L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente plusieurs devis pour la mise en place d'un système de détection. Au jour de la visite, il n'a pas validé de proposition.</p> <p>Le site est dépourvu de système de détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place sous 2 mois, un système de détection en cas d'incendie conforme aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.</p> <p>L'inspection demande la transmission du devis signé et du planning de réalisation sous 15 jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois
N° 4 : Rondes
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;</p> <p>b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation a mis en place des rondes. Cependant, toutes les consignes ne sont pas formalisées (en particulier : la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe).</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis la procédure des rondes mise à jour et le bon de commande signé pour l'achat d'un matériel adapté à la détection précoce d'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie que le matériel utilisé pour les rondes et pour détecter de manière précoce un incendie est opérationnel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Présence du plan de défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p>

<p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; <p>« - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente son plan de défense contre l'incendie, lequel contient l'ensemble des éléments prescrits par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au</p>

<p>plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le compte-rendu de l'exercice organisé le 24 décembre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Ilotage

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/05/2019, article 3.5 et 3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.5 - Aménagements</p> <p>[...]</p> <p>La zone de stockage des broyats de pneumatiques est organisée en 4 îlots séparés par des allées de 10 m :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 îlots de 50 m x 30 m, soit une surface de 2 x 1 500 m², pour le stockage de broyat type SMALL. La hauteur des tas étant limitée à 3 m, le volume autorisé est de 2 x 4 030 m³ ; • 2 îlots de 20 m x 30 m, soit une surface de 2 x 600 m², pour le stockage de broyat type LARGE. La hauteur des tas étant limitée à 3 m, le volume autorisé est de 2 x 1 510 m³ ; <p>L'exploitant s'assurera de l'absence de tout produit combustible dans un rayon de 1 m autour des zones de stockage de broyats de pneumatiques.</p> <p>[...]</p> <p>Article 3.6 - Dispositif de contrôle visuel des tas de broyats</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant met en place des dispositifs fixes permettant respectivement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de délimiter les différentes zones de stockages de broyats de pneumatiques (type marquage au sol ...) ; • de visualiser le respect de la hauteur maximale autorisée des tas de broyats. <p>Ces dispositifs seront proposés pour validation à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur constate que les prescriptions de l'arrêté préfectoral sur les dimensions des îlots et des distances entre îlots sont conformes.</p> <p>Les dispositifs visuels (marquage au sol) sont partiellement effacés, ce fait constitue une non-conformité.</p> <p>La hauteur maximale autorisée des tas de broyats n'est pas matérialisée, mais les engins de manutention ne permettent pas un entreposage supérieur à 3 m.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de délimiter les différentes zones de stockages de broyats de pneumatiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant.</p> <p>L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.</p> <p>Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne.</p>
Constats : <p>L'exploitant présente un tableau reprenant l'état des produits en stock. La mise à jour de cet état des stocks est réalisée quotidiennement pour les déchets de pneumatiques.</p> <p>Le site n'admet pas de déchets dangereux.</p> <p>L'exploitant dispose d'une boîte de transmission à destination des services d'incendie et de secours, par laquelle il tient à disposition un état des stocks. L'inspection rappelle à l'exploitant que cet état des stocks doit être mis à jour hebdomadairement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Petits îlots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 2 et 9. I
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : <p>Petit îlot : zone susceptible de contenir des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à dix m³ si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m³ sinon ; - les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ;

- la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120.

9. I.

- Une zone couverte ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent.

Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots en zone non couverte.

Les prescriptions aux zones non couvertes peuvent être adaptées par arrêté préfectoral conformément à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, lorsqu'elles empêcheraient la réalisation des obligations de tri à la source et de collecte séparée sur l'installation.

A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet :

- la justification technique du nombre de petits îlots supplémentaires demandés ;
- une étude démontrant l'absence d'effets domino.

Constats :

L'inspection constate, au regard du point de contrôle n°7, que le site n'est pas concerné par les dispositions détaillées au présent point de contrôle n°9 sur les petits îlots.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Organisation liée au REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du REX

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés **sous forme dématérialisée d'une téléprocédure**. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

L'exploitant précise n'avoir connu ni incident ni accident depuis mars 2022 (date prise de

fonction du représentant de l'exploitant). Le bureau d'étude qui suit le site déclare ne pas avoir connaissance d'accident ou incident survenu depuis 2009.
L'inspection rappelle à l'exploitant que les déclarations d'incidents et d'accidents sont dorénavant adressées par téléprocédure.

Type de suites proposées : Sans suite